

en Sicile à la suite d'un accident provoqué par une intervention maladroite et brutale des « forces de l'ordre ». Mais le véritable orage éclatait lors d'un procès, dont toute la presse mondiale a parlé. Ce procès concernait la mort mystérieuse d'une jeune fille, sur laquelle les autorités avaient gardé le silence, tandis qu'un journaliste avait avancé des hypothèses assez fondées. C'est au cours du procès que tout le monde a pu se convaincre que la police et la justice avaient fait de leur mieux pour étouffer l'affaire, dans laquelle des personnalités très connues étaient impliquées plus ou moins directement. C'est pourquoi l'opinion a suivi avec une émotion grandissante les travaux du tribunal, surtout à cause de ce qu'ils révélaient des mœurs corrompues des classes dirigeantes.

Sur le front ouvrier le gouvernement s'est trouvé dans une situation difficile. Depuis des mois les masses ouvrières de l'industrie sont mobilisées dans une lutte pour l'amélioration des salaires. Les fonctionnaires mêmes de l'Etat présentent des revendications et d'autres mouvements importants se sont ajoutés les derniers temps (par exemple la magnifique grève des tramways à Rome les 11 et 12 avril).

La situation du gouvernement s'est avérée encore plus précaire à la suite de quelques élections partielles qui eurent lieu au mois de mars. A chaque occasion la coalition du centre a perdu des voix par rapport aux élections générales de juin (surtout à cause de l'affaiblissement ultérieur des partis « mineurs » de la coalition), tandis que la gauche (staliniens, socialistes de Nenni) gagnait du terrain (la droite aussi, en général, devait enregistrer des reculs). Il convient de préciser que non seulement le P.C. italien gagnait des voix, mais aussi le P.S. de Nenni ; ce qui indique sans doute un déplacement d'électeurs petits-bourgeois de la social-démocratie alliée au gouvernement (Saragat) à un parti socialiste d'opposition. De ce déplacement de certains secteurs de la petite bourgeoisie, on peut d'ailleurs avoir une sensation assez nette dans le pays et cela pourrait représenter un facteur important. D'autre part, la stabilité des électeurs ouvriers autour de leurs partis, notamment du P.C. italien, fut confirmée aussi par les élections des Commissions d'Entreprise, où la C.G.T. conserva ou améliora ses positions.

Dans ces conditions le malaise au sein de la bourgeoisie ne pouvait manquer de s'accroître. Il ne faut pas oublier qu'avant la formation du gouvernement Scelba, il y avait eu une crise de deux mois environ, déterminée par des divergences existant dans le parti démocrate-chrétien lui-même. En effet, du point de vue bourgeois, il y a deux solutions gouvernementales possibles : gouvernement « centriste », à savoir de collaboration des catholiques avec les libéraux, sociaux-démocrates et républicains ; gouvernement de droite, d'alliance des catholiques avec les monarchistes et, peut-être, aussi avec les néo-fascistes. Si Scelba et de Gasperi sont partisans de la première formule, la droite démocrate-chrétienne (Togni, Pella, etc.) soutient de plus en plus ouvertement la seconde. Il est évident que l'une comme l'autre entraînent de très graves difficultés et que la deuxième, en particulier, pourrait provoquer une très violente réaction de la part des masses et même déterminer un ultérieur rétrécissement de la base de masse des catholiques. C'est pourquoi la solution de la crise de la direction bourgeoise n'est pas pour demain et c'est pourquoi la tâche du gouvernement actuel est difficile. En effet, par exemple sur la question des fonctionnaires de l'Etat, Scelba a choisi une politique de bascule. D'une part il a frappé les syndicats par des mesures de répression, d'autre part il a voulu donner l'impression de faire des concessions économiques par l'octroi d'une avance — assez maigre d'ailleurs — sur des augmentations de salaires à venir. Mais ce n'est pas ainsi qu'il pourra se tirer d'affaire à la longue et surmonter les difficultés qui l'attendent, et dont l'accident du vote sur le budget des finances a été l'avant-goût (le gouvernement a failli se trouver en minorité à cause de la défection de quelques députés démocrates-chrétiens et il a fallu répéter le vote pour que le budget soit adopté. Il faut ajouter que le ministre des Finances est un social-démocrate et par conséquent l'attitude des « francs-tireurs » catholiques avait une signification politique précise).

La crise de la direction bourgeoise — qui paraît de plus en plus chronique — a créé des conditions favorables pour le développement des luttes ouvrières et en réalité des mouvements importants ont eu lieu au cours des derniers mois. Mais il faut souligner encore une fois que les directions ouvrières majoritaires, politiques et syndicales, staliniennes et socialistes, font de leur mieux pour empêcher que ces mouvements se développent et deviennent des luttes d'ensemble de la classe ouvrière. Il suffit de rappeler la grande campagne pour l'amélioration des salaires des ouvriers de l'industrie — dont nous avons parlé — qui a commencé au